

Actualisé le 11-12-2007 21:34

Armée de pétrodollars, la Libye revient en force sur la scène économique

Forte de ses pétrodollars, la Libye revient sur le devant de la scène économique internationale en distribuant des contrats d'équipement pour des milliards d'euros à de nombreuses sociétés multinationales.

"Nous organisons des conférences sur l'investissement étranger et depuis 2006 on voit les Libyens revenir" et se lancer dans une "offensive pour promouvoir l'investissement dans leur pays", remarque Emmanuel Noutary, de la plate-forme pour le développement économique Anima.

"Nous avons identifié 14 projets d'investissements étrangers en Libye en 2006 et tablons sur plus du double d'ici la fin 2007, dans tous les domaines" (énergie, banque, transport, métallurgie, tourisme, etc), ajoute-t-il.

Outre la brassée de contrats annoncée par le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi avec la France, qui pourraient à terme atteindre 10 milliards d'euros, Tripoli vient de distribuer une série de licences d'exploration gazière à un groupe de multinationales, dont Shell, Gazprom et Sonatrach (dont la France est notamment absente).

Pour le politologue Joseph Bahout, spécialiste du Proche-Orient, "c'est un pays qui a toujours été très intéressant pour le commerce extérieur, car très riche, sous-équipé, et sans problèmes sociaux comme en Algérie".

Depuis la promesse du colonel Kadhafi de ne pas développer la bombe atomique en 2003, et le retrait du pays de la liste des Etats soutenant le terrorisme en 2006, les relations de Tripoli avec l'Occident se normalisent.

Entre-temps, le leader libyen a aussi tourné la page du socialisme avec un plan de privatisation concernant 375 sociétés publiques.

"Khadafi essaie aujourd'hui de redorer une image très détériorée, notamment par l'intermédiaire de son fils qui joue la carte d'un pseudo-libéralisme économique", poursuit M. Bahout.

La Jamahiriya ("République des masses"), troisième producteur de pétrole africain, est assise sur d'importantes réserves gazières et minières inexplorées.

Membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), elle produit environ 1,8 million de barils par jour, pour une population de seulement 6 millions d'habitants.

Un atout de taille à l'heure de la course à la diversification des approvisionnements énergétiques pour les pays consommateurs. Et une réelle force de frappe financière, acérée par la récente flambée du baril de brut à près de 100 dollars.

Tripoli profite de ses pétrodollars pour s'équiper tous azimuts et, à l'instar de plusieurs pays exportateurs de pétrole, s'est doté d'un fonds souverain pour investir une partie de sa rente pétrolière, des placements qui restent très opaques.

Même si avec une dotation de quelque 40 milliards de dollars, le LIA (Lybian Investment Authority) reste très loin derrière les fonds émirati ou chinois.

Pendant le boycottage américain et des Nations unies, les affaires avaient marqué le pas, mais en continuant par des voies détournées. Des sociétés américaines en particulier ont ainsi contourné les sanctions en intervenant en Libye à travers des sociétés canadiennes ou irlandaises.

Une fois l'embargo levé, "on a vu une offensive des entreprises américaines vers la Libye. C'est l'une des raisons pour laquelle Nicolas Sarkozy a voulu ramener la France sur ce terrain", rappelle M. Bahout.

"Le fait que la Libye ait réintégré la communauté internationale rassure les investisseurs", souligne M. Noutary. Mais M. Bahout constate que "l'environnement pour les entreprises y est le même que dans tous les pays autoritaires: les règles de droit très volatiles sont le prix à payer pour dégager des marges fortes".



Nicolas Sarkozy lors de la visite de Mouammar Kadhafi à Paris, le 10 décembre 2007 à Paris Photo: Eric Feferberg/AFP

ET AUSSI

► Kadhafi met l'ouverture à l'épreuve